

ANTONIO MARANO DISCOURS D'OUVERTURE

«Prominence, pluralisme et nouvelles règles dans l'écosystème numérique» 12 mars 2026 | Coffee House Palazzo Colonna, Rome

La valeur démocratique du système audiovisuel

Mesdames et Messieurs les Autorités, Monsieur le Sous-secrétaire, Monsieur le Président de l'ANITEC-ASSINFORM, Mesdames et Messieurs,

le thème que nous abordons aujourd'hui n'est pas une question technique réservée aux professionnels, mais une question d'équilibre démocratique fondamental.

La télévision et la radio ne sont pas de simples opérateurs du marché, mais des services d'intérêt général.

Elles sont les garantes du droit à l'information consacré par l'article 21 de notre Constitution. Et lorsqu'un pilier démocratique s'affaiblit, ce n'est pas seulement un secteur industriel qui en pâtit, mais l'ensemble du pays.

L'édition – télévision, radio, presse écrite – constitue un ensemble stratégique unique. Ce n'est pas un simple secteur industriel, mais un actif stratégique immatériel.

C'est le filet de sécurité qui préserve l'intégrité du débat public et la souveraineté culturelle d'une nation.

Les éditeurs garantissent une information vérifiée, le pluralisme des opinions, la cohésion sociale et la diversité culturelle.

Ils incarnent la capacité du pays à définir de façon autonome ses propres priorités en matière d'information.

La valeur démocratique du système audiovisuel

L'asymétrie avec les plateformes mondiales et l'urgence économique

Ces dernières années, nous avons assisté à une transformation radicale, les grandes plateformes mondiales ayant connu une croissance exponentielle de leur audience et de leurs ressources publicitaires.

En quelques années, les revenus des « Over The Top » en Italie sont passés de 2 à 7 milliards d'euros, soit une hausse de 250 %.

Ce n'est pas un chiffre anodin, mais le signe d'un glissement structurel de valeur.

Les éditeurs de radio et de télévision sont légalement responsables de ce qu'ils diffusent et investissent dans la production originale, garantissant ainsi le pluralisme, l'inclusion et l'accessibilité.

Ils soutiennent l'emploi et les finances publiques nationales.

À l'inverse, les plateformes monétisent des contenus produits par d'autres au moyen d'algorithmes opaques et du profilage des données, en tirant souvent parti de lacunes ou de vides réglementaires.

Il ne s'agit pas de concurrence, mais d'une profonde asymétrie qui ne peut engendrer un pluralisme stable.

La dernière décennie a marqué une rupture profonde: l'entrée massive des OTT sur le marché publicitaire a mis à mal les principes élémentaires d'équité.

En l'absence d'un marché équitable, l'extraction systématique de valeur opérée par les plateformes mondiales — qui tirent profit des contenus d'autrui sans en supporter les coûts de production — a engendré une asymétrie concurrentielle sans précédent.

Pour le système éditorial italien, il ne s'agit plus d'un risque potentiel, mais d'un fait avéré : l'insoutenabilité économique et industrielle est déjà une réalité.

Le point de rupture a été franchi, compromettant la capacité intrinsèque des entreprises à garantir la souveraineté de l'information et la qualité du débat public.

La place centrale de la « prominence » et de la télévision numérique terrestre

Dans ce scénario, la question de la « prominence » revêt une importance décisive, car aujourd'hui l'accès aux contenus passe par des interfaces contrôlées par des acteurs mondiaux.

Le risque est que les services d'intérêt général soient relégués à des positions marginales tandis que les services OTT bénéficient de boutons dédiés, de préinstallations et de positionnements privilégiés.

La réglementation adoptée par l'AGCOM représente donc une avancée fondamentale, affirmant la primauté des droits des citoyens sur les logiques commerciales. Il est inacceptable que l'accès à l'information dépende d'accords privés entre fabricants d'appareils et plateformes mondiales.

Confindustria Radio Televisioni soutient résolument l'introduction de l'icône bleue, outil essentiel garantissant la visibilité immédiate de l'ensemble de l'offre de la télévision numérique terrestre sur les interfaces des téléviseurs connectés.

C'est précisément pour cette raison que nos membres lanceront prochainement une campagne promotionnelle commune autour de ce symbole, qui permet d'accéder directement aux chaînes de la plateforme numérique terrestre ou satellite gratuite depuis la page d'accueil des nouveaux téléviseurs connectés.

La présence de télécommandes à touches numériques n'est pas non plus un détail technique, mais un choix structurel visant à garantir l'universalité de l'accès.

Le président Dal Checco, que je remercie pour sa présence, sait bien qu'il ne s'agit pas d'une opposition entre l'industrie technologique et l'industrie des contenus.

C'est un défi commun.

La technologie et les contenus doivent évoluer de concert, mais il faut des règles qui empêchent la concentration de la valeur uniquement entre les mains de ceux qui contrôlent l'accès aux données.

Nous saluons les premiers résultats obtenus grâce à la collaboration des fabricants : l'adoption de l'icône des chaînes de télévision atteint 100 % des terminaux ; celle des télécommandes à touches numériques, 75 %. Ces résultats confirment que la voie empruntée par notre régulateur est la bonne et qu'elle est viable.

La défense de la radio et de la mobilité

La même rigueur doit s'appliquer à la radio FM et DAB+, qui doit demeurer présente et accessible dans les véhicules.

Chaque jour, plus de 27 millions d'Italiens écoutent la radio en voiture.

L'accès via une interface IP constitue certes un complément utile, mais il ne saurait être le seul modèle que l'industrie automobile impose au marché, au détriment de la couverture capillaire assurée par la FM et le DAB+.

La radiodiffusion est une infrastructure démocratique et résiliente, qui garantit des contenus professionnels même en situation d'urgence.

C'est dans cet esprit que, à l'occasion de la Journée mondiale de la radio, Confindustria Radio Televisioni a lancé la campagne #RadiolnAuto. En quelques jours seulement, l'initiative a totalisé plus de 6 000 diffusions de spots, bénéficiant d'une large couverture dans l'ensemble des médias nationaux et spécialisés.

Les citoyens ont le droit d'être informés de ce qu'ils risquent de perdre, et la classe politique a le devoir d'agir sans tarder pour protéger un média qui garantit concrètement la liberté et la démocratie.

Souveraineté de l'information et demandes adressées aux institutions

Je tiens à rappeler au sous-secrétaire Barachini que l'information n'est pas un bien accessoire, mais une infrastructure stratégique au même titre que l'eau, l'énergie et les réseaux de communication.

Lorsque la sélection, la distribution et la monétisation des contenus sont régies par des entités extra-nationales, le système d'information devient vulnérable à la désinformation. À une époque marquée par de profondes transformations, ce rôle doit être reconnu, exercé et promu.

Il s'agit, en définitive, de faire valoir la souveraineté consacrée par l'article 21 de notre Constitution face à l'essor d'une technocratie mondiale, et d'empêcher qu'elle ne nous réduise à de simples colonies.

C'est pourquoi le rééquilibrage structurel des ressources n'est plus une revendication sectorielle, mais une nécessité systémique.

Et c'est pour cette raison que nous demandons aux institutions que 5 % du chiffre d'affaires généré par les géants du web en Italie soit réinvesti dans l'économie nationale.

Ces fonds doivent être affectés au soutien de la culture et d'une information libre et indépendante.

Soyons clairs : les éditeurs ne réclament pas des privilèges, mais l'équité.

Conclusions

La primauté des médias protège les citoyens et constitue une garantie démocratique. Cela vaut pour la télévision.

Cela vaut pour la radio.

Cela vaut pour ceux qui ne maîtrisent pas les outils numériques, pour ceux qui doivent pouvoir accéder à une information fiable sans obstacle.

Ce n'est pas de la nostalgie technologique.

C'est la défense de l'accès universel.

Je voudrais conclure par deux citations : « *Le système est en train d'échouer. La manière dont les gens accèdent aux contenus et le pouvoir de quelques-uns de contrôler cette porte d'accès sapent l'esprit de la démocratie* » (Tim Berners-Lee, inventeur du Web).

« *La démocratie est le pouvoir d'un peuple informé* » (Alexis de Tocqueville, philosophe).